

# CONSEIL REGIONAL DE BASSE-NORMANDIE

*Groupe des élus du Centre et de la Droite Républicaine*

## COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Premier ministre a reçu les présidents de région mardi 6 juillet dernier. Le groupe s'étonne du compte-rendu qu'a fait Ph. DURON de cette réunion.

En effet, la décentralisation est un projet trop important pour en faire un enjeu politicien. Jamais au Conseil régional, les grands projets n'ont suscité la polémique. Nous déplorons ce changement d'état d'esprit, d'autant que la décentralisation est avant tout au service des citoyens et de l'efficacité publique.

Concernant le transfert des agents techniques et ouvriers de service de l'Education nationale, nous rappelons que cette proposition a été formulée par l'ancien Premier ministre socialiste Pierre MAUROY qui, dans son rapport sur la décentralisation, estimait qu'elle permettrait plus « de clarté et de cohérence ». L'expérience très positive des personnels des écoles primaires et maternelle qui travaillent dans les communes, témoigne du bien fondé de la mesure proposée aujourd'hui.

Concernant le rôle des régions en matière de développement économique, nous soulignons avec force que le gouvernement ne s'est pas « déjugé ». Il a seulement entendu et écouté les maires et les présidents de conseils généraux qui ont craint une tutelle des régions, voire un atteinte au principe de libre administration des collectivités locales. Ce sentiment s'est trouvé renforcé lorsque les présidents de régions socialistes ont annoncé leur volonté de s'établir en contre-pouvoir. La région coordonnera donc l'action économique, en partenariat avec les départements, les communes et les chambres consulaires.

Au-delà, Ph. DURON exprime sa peur de voir les finances régionales exploser. Il s'agit là d'un pur fantasme. En effet, pour la première fois, la décentralisation des compétences sera associée à des transferts financiers garantis par la constitution. Ce garde-fou devrait donc le rassurer. D'autant plus que Jean-Pierre RAFFARIN a précisé que les transferts seraient progressifs et accompagnés de mesures transitoires. Dès lors, si les impôts régionaux devaient augmenter dans l'avenir, la majorité régionale ne pourrait se cacher derrière les lois de décentralisation. Nous serons particulièrement vigilants sur ce point.

Par ailleurs, les élus du Centre et de la Droite Républicaine se réjouissent que le Premier ministre ait, sans surprise, confirmé l'engagement de l'Etat dans les contrats de Plan Etat-Région et dans les grands investissements structurants. Pour la Basse-Normandie, il s'agit notamment de la liaison rapide Cherbourg-Caen-Paris (Normandie-Vallée de Seine). Nous demandons donc à Ph. DURON de s'engager à son tour et totalement sur ce dossier essentiel pour les bas-normands.

### CALVADOS

Nicole AMELINE  
Daniel DETEY  
Dominique de FACCIO  
Jean-Marc LEFRANC  
Dominique LEFRANCOIS  
Martine VINCENT

### MANCHE

François DIGARD  
Anne-Marie COUSIN  
Michel THOURY  
Mireille PREVOST  
Jean LEVALLOIS

### ORNE

Yves DENIAUD  
Sylvia BASSOT  
Brigitte LUYPAERT

**CAEN, le 9 juillet 2004**